

## L'Italie confrontée à une pénurie d'anesthésistes-réanimateurs

31/07/2014



2

4

0

1



Crédit : DR

Frappé par les coupes franches, le système de santé transalpin s'organise pour pallier tant bien que mal l'insuffisance d'anesthésistes et de réanimateurs.

En mai dernier, les opérations programmées dans les services de l'hôpital public Jozzolini, situé à

Lametia Terme (Calabre), ont été annulées par manque d'anesthésistes. Dans le Latium, le scénario est identique depuis plusieurs mois. En Sicile, la Fials, le syndicat des médecins hospitaliers, a porté plainte auprès de l'Union européenne.

À l'origine de cette décision, la situation qualifiée d'insoutenable dans les départements d'orthopédie et, surtout, d'anesthésie et de réanimation. En clair, les services ne sont pas assez pourvus de blouses blanches de ces spécialités, notamment la nuit et les jours fériés. La situation est devenue tragique. « *L'Italie manque cruellement d'anesthésistes et de nombreux praticiens français passent la frontière pour faire des stages ou travailler dans le privé* », confiait il y a quelques années, un anesthésiste toulousain. Depuis, rien n'a changé. La situation s'est même dégradée.

« *En 2011, il manquait 3 500 anesthésistes en Italie. Aujourd'hui, il en faudrait à la louche 4 500* », analyse le Pr Alessandro Vergallo, président de l'AAROI-EMAC, le syndicat des réanimateurs et des anesthésistes italiens. De nombreux praticiens sont devenus multicartes. « *Ils exercent d'autres spécialités sans y être spécifiquement formés pour des raisons économiques car avec l'application des différents plans de réduction des dépenses publiques, le public ne recrute plus* », explique Alessandro Vergallo.

## Système D

Pour compenser l'absence de spécialistes, les hôpitaux utiliseraient des médecins anesthésistes en cours de spécialisation ou en formation. « *On tamponne à l'italienne !* », s'insurge Alessandro Vergallo. Cette situation pose la question du niveau de sécurité des patients. Les blouses blanches en colère reprochent au gouvernement d'avoir opté de manière trop radicale pour la réduction de la masse salariale dans l'administration publique.

Dans le privé, les cliniques optent pour le recours à la filière étrangère parfois moins coûteuse. Une piste inexploitable pour les structures publiques, soumises à une diète financière draconienne. Alors que faire ? « *Il faut revoir le numerus clausus à l'université qui ne tient pas compte des besoins réels dans les différentes spécialisations et pousser le gouvernement à interrompre sa politique de restriction pour pouvoir recruter* », assène Alessandro Vergallo.

Une rencontre s'est récemment tenue entre le gouvernement et les confédérations italiennes qui représentent les médecins pour évoquer la politique d'austérité et les restrictions en matière d'investissement et de recrutement. Comme d'habitude, la discussion a tourné court. La conjoncture ne permet pas à l'exécutif de revoir sa copie.

**De notre correspondante à Rome, Ariel F. Dumont**